

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

www.riges-uao.net

ISSN-L: 2521-2125
ISSN-P: 3006-8541

Numéro 16
Juin 2024



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

INDEXATIONS INTERNATIONALES



<https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12202>

Impact Factor: 1,3

MIRABEL

<https://reseau-mirabel.info/revue/14910/Revue-ivoirienne-de-geographie-des-savanes-RIGES>

SJIF Impact Factor

<http://sjifactor.com/passport.php?id=23333>

Impact Factor: 7,924 (2024)

Impact Factor: 6,785 (2023)

Impact Factor: 4,908 (2022)

Impact Factor: 5,283 (2021)

Impact Factor: 4,933 (2020)

Impact Factor: 4,459 (2019)

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT Asseypo Antoine**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO N'Guessan Jérôme**, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOKO Michel**, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH Kouassi Paul**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO Kokou Henri**, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP Amadou**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW Amadou Abdoul**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP Oumar**, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU Anselme**, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **SOKEMAWU Koudzo**, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **HECTHELI Follygan**, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA Padabô**, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **GIBIGAYE Moussa**, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. Les enjeux climatiques, la gestion de l'eau, la production agricole, la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

**Secrétariat de rédaction
KOUASSI Konan**

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- SOKEMAWU Koudzo, Professeur Titulaire, U L (Togo)
- HECTHELI Follygan, Professeur Titulaire, U L (Togo)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- Yao Jean-Aimé ASSUE, Maître de Conférences, UAO
- Zamblé Armand TRA BI, Maître de Conférences, UAO

Sommaire

<p>N'golo Brahim SORO</p> <p><i>Impact environnemental du développement de la culture de l'anacarde dans le département de Mankono (Côte d'Ivoire)</i></p>	7
<p>Lamine Ousmane CASSE, Saliou Mbacké FAYE, Housseini THIAM, Mariama THIANDOUM</p> <p><i>Entre disparités spatiales et centralité émergente à Keur Moussa à l'aune des projets structurants (Sénégal)</i></p>	22
<p>MAHAMADOU MOUDI Rachid, PARAISSO CECIL Zeinabou, MOUSSA HAMADOU Ousseini, SOULEY Kabirou</p> <p><i>Impact de la crise sécuritaire sur la mise en valeur des ressources naturelles dans la Commune Rurale de Bosso au Niger</i></p>	48
<p>Mbaindogoum DJEBE</p> <p><i>Mise en valeur locale des contraintes physiques dans la ville d'Abéché à l'Est du Tchad</i></p>	67
<p>Tidiani SANOGO, Koudzo SOKEMAWU, Moussa KAREMBE, Lisa BIBER-FREUDENBERGER</p> <p><i>Assessing pastoral potential feed resources and the effect of invasive unpalatable species on pastures in the District of Bougouni, southwest of Mali</i></p>	79
<p>Toundé Roméo Gislain KADJEBIN</p> <p><i>Effets socio-économiques de la production et de la commercialisation de l'igname (<i>dioscorea alata</i>) dans l'arrondissement de Pira (commune de Bantè)</i></p>	104
<p>DANDONOUGBO Iléri</p> <p><i>Organisation des pratiques de mobilité de personnes, vers une diversité des sociétés de transport dans le Grand-Lomé (Togo)</i></p>	125
<p>Youssoufou ADAM</p> <p><i>Incidence socio-économique de la saisie des ovins et caprins à la boucherie de l'espace frontalier de Ségbana</i></p>	143

<p>d'ALMEIDA Théophile Kuassi, ADJAKPA Tchékpo Théodore, DJESSONOU Sèngla Franco-Néo</p> <p><i>Stratégies d'adaptation des populations aux inondations dans la commune de Grand-Popo (Bénin, Afrique de l'ouest)</i></p>	159
<p>ASSUÉ Yao Jean-Aimé, KOFFI Kouamé Sylvain</p> <p><i>Les autorités administratives et juridiques dans la gestion et la prévention des conflits fonciers ruraux dans le département de Béoumi (Centre, Côte d'Ivoire)</i></p>	175
<p>Songanaba ROUAMBA, Mathieu NAMA, Joseph YAMEOGO</p> <p><i>Évaluation des changements d'utilisation et d'occupation des sols dus à l'exploitation industrielle de l'or de 2000 à 2020 à l'aide de l'imagerie globeland30m, dans la ville de Houndé (Burkina Faso)</i></p>	192
<p>Francis Biaou YABI, Laurent G. HOUESSO, Abiola Romain OGNONKITON, Toussaint Olou LOUGBEGNON, Jean Claude Timothée CODJIA</p> <p><i>Inventaire et délimitation des zones de forte concentration de l'avifaune pour la valorisation écotouristique dans la réserve de biosphère du Mono au Bénin</i></p>	211
<p>MAIGA Yaya, TIAMIYU Kasimou, SANOU Korotimi, YANOOGO Pawendkigou Isidore</p> <p><i>Les déterminants socio-économiques de l'exploitation des zones agricoles de bas-fonds de la commune de kyon (Burkina Faso) : une approche par l'échelle de Likert</i></p>	231
<p>Mar Gaye, Cheikh Ahmed Tidiane Faye, Amadou Abou Sy, Mamadou Thior, Cheikh Ahmed Tidiane Faye, Boubou Aldiouma SY</p> <p><i>Etude de l'évolution morpho-sédimentaire du littoral transfrontalier Sénégal-mauritanien et ses impacts : axe Ndiago-Taré</i></p>	245
<p>Grah Joseph KOUASSI, André Della ALLA</p> <p><i>Implication des facteurs physiques et des enjeux humains dans la survenue des risques naturels dans le sud-ouest ivoirien : cas des villes de Sassandra et San-Pedro</i></p>	264

IMPACT DE LA CRISE SECURITAIRE SUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES DANS LA COMMUNE RURALE DE BOSSO AU NIGER

MAHAMADOU MOUDI Rachid, Doctorant en Géographie,
Ecole doctorale des Lettres, Arts, Sciences de l'homme et de
Société, Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger
Email : moudirachid525@gmail.com

PARAISO CECIL Zeinabou, Doctorante en Géographie,
Ecole doctorale « Science, Société et Développement », Université André Salifou de
Zinder, Niger,
Email : zeinabouparaisocecil@gmail.com

MOUSSA HAMADOU Ousseini, Doctorant en Géographie,
Ecole doctorale « Science, Société et Développement », Université André Salifou de
Zinder, Niger
Email : moussahamadouousseini@gmail.com

SOULEY Kabirou, Professeur Titulaire,
Département de Géographie, FLSH, Université André Salifou de Zinder, Niger
Email : kabsoul@gmail.com

(Reçu le 24 février 2024 ; Révisé le 30 mars 2024 ; Accepté le 16 mai 2024)

Résumé

Cet article analyse l'impact de la crise sécuritaire sur la mise en valeur des ressources naturelles dans la Commune Rurale de Bosso au Niger. Ces ressources sont constituées du foncier agricole, des enclaves pastorales, des ressources en eau, halieutiques et les ligneux. La méthodologie utilisée a priorisé les approches qualitative et quantitative basées sur un échantillonnage raisonné dans la collecte de donnée. Le modèle d'analyse PEIR (Pression, Etat, Impact et Réponse) a été adopté pour le traitement et l'analyse des données. Les résultats de recherche ressortent que cette commune dispose d'énormes potentialités naturelles. Mais suite au conflit lié à Boko Haram, plusieurs changements sont intervenus dans les pratiques agro-sylvo-pastorales. Il s'agit principalement pour l'agriculture des difficultés d'accès aux champs (78,46%), l'évolution des accords dans les modes d'accès à la terre (63,46%), l'inaccessibilité aux intrants (52,44%), les difficultés d'écoulement des produits (33,84%) et l'abandon de l'activité (19,16%). Pour l'élevage, on note principalement les difficultés d'accès aux zones de pâturage (88,22%) et aux points d'eau (66,17%), l'enlèvement des animaux (39,54) et la cherté du fourrage. Pour la pêche, les changements sont constitués des difficultés d'accès aux zones de pêche (49%), de la concurrence avec l'arrivée de nouveaux pêcheurs (18%), de l'évolution des accords d'accès (16%) et de la baisse du prix (7%). En fin pour le bois, il s'agit des difficultés d'accès aux zones de collecte

(47%), la diminution des espaces boisés (18%) la concurrence dans la collecte du bois avec l'arrivée des nouveaux acteurs (15%) et la flambée du prix (7%). Face à cette situation, l'Etat et ses partenaires doivent renforcer les mesures de sécurité dans les zones de production et créer les meilleures conditions pour le retour des populations déplacées internes de cette commune dans leurs villages d'origine.

Mots clés : Commune Rurale de Bosso, Impact, Ressources naturelles, Crise sécuritaire.

Abstract

This article analyzes the impact of the security crisis on the exploitation of natural resources in the municipality of Bosso in Niger. These resources include agricultural land, pastoral enclaves, water resources, fisheries and timber. The methodology used prioritized qualitative and quantitative approaches based on purposive sampling in data collection. The PEIR (Pressure, State, Impact and Response) analysis model was adopted for data processing and analysis. The research results show that this area has enormous natural potential. However, following the Boko Haram conflict, several changes have occurred in agro-sylvo-pastoral practices. For agriculture, these are mainly difficulties in accessing fields (78.46%), changes in land access agreements (63.46%), inaccessibility to inputs (52.44%), difficulties in selling produce (33.84%) and abandonment of the activity (19.16%). In the livestock sector, access to grazing areas (88.22%) and water points (66.17%), animal removal (39.54%) and the high cost of fodder were the main reasons. For fishing, the changes are made up of difficulties in accessing fishing areas (49%), competition with the arrival of new fishermen (18%), changes in access agreements (16%) and lower prices (7%). In the case of timber, the reasons are difficulties in accessing collection areas (47%), the reduction of wooded areas (18%), competition in timber collection with the arrival of new players (15%) and soaring prices (7%). Faced with this situation, the State and its partners need to reinforce security measures in production areas and create the best conditions for the return of internally displaced populations from this municipality to their home villages.

Key words: Municipality of Bosso, Impact, Natural resources, Security crisis

Introduction

Depuis 2014, la région du lac Tchad est fortement menacée par une crise sécuritaire provoquée par les Groupes armés non étatiques (GANEs). Parmi les conséquences de cette crise, on observe une profonde remise en cause des relations entre ressources et populations qui fondaient le système régional (G. Magrin et *al.*, 2018, p.7). L'insécurité sévissant dans de nombreux territoires a entraîné l'expulsion de la population par l'armée des zones humides où les groupes armés se sont réfugiés. Les interdictions

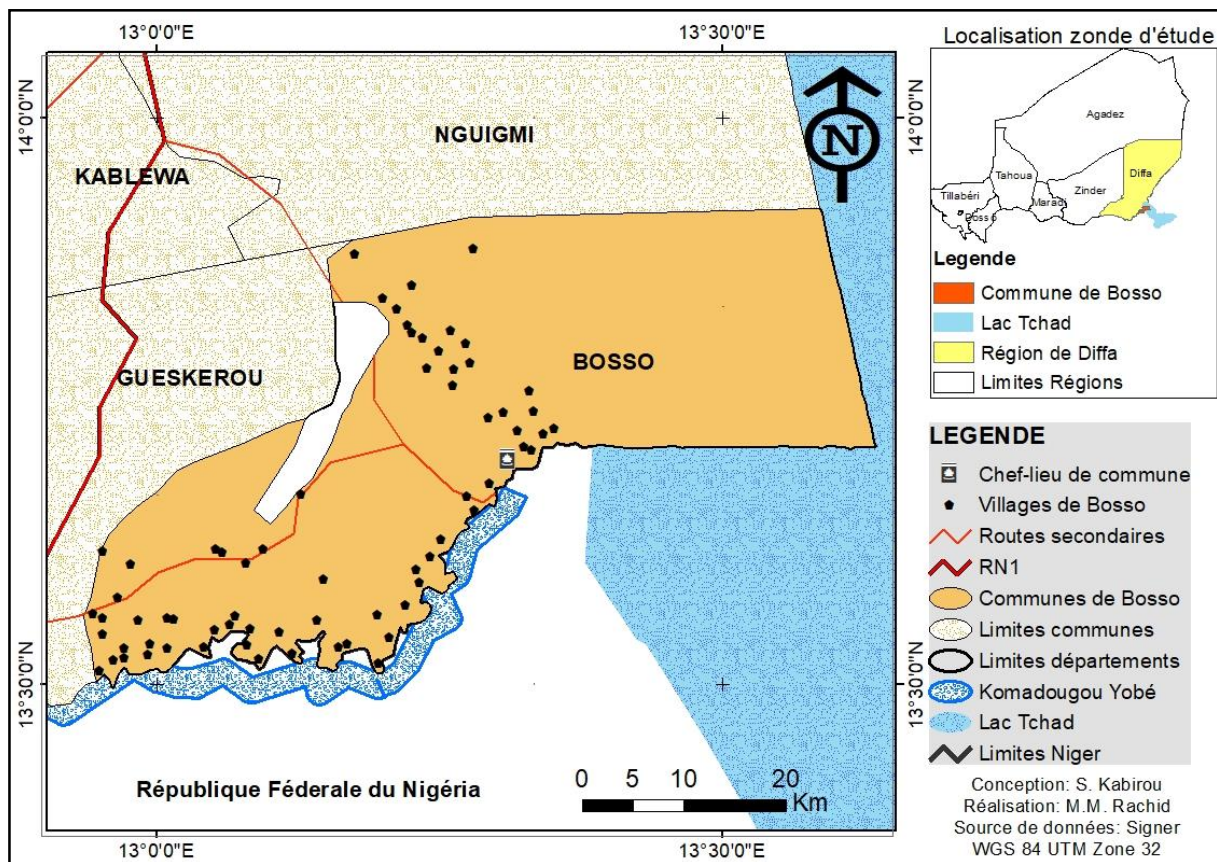
multiples de se déplacer, de s'approvisionner et de commercialiser les produits agricoles imposées pour « assécher » les revenus des groupes insurgés, ont bloqué un système régional dont la résilience face aux aléas climatiques, économiques et politiques reposait sur la très forte productivité des zones humides notamment le lac Tchad et vallées fluviales (RESILAC, 2020, p.16). A l'instar des autres pays du bassin du lac Tchad, le Niger est confronté depuis plus d'une décennie, sur ses frontières à de graves menaces sécuritaires. En particulier la partie Sud-est du pays est directement menacé par les groupes armés de Boko Haram qui ont fait plusieurs incursions dans la Région de Diffa. A l'image des autres régions du Niger menacées, celle de Diffa avec une superficie de 156 906 km² (12 % du territoire) outre qu'elle est située dans une zone aride, la situation sécuritaire reste essentiellement marquée par les attaques répétées des GANE. A titre illustratif quelque 674 personnes ont été tuées, blessées ou enlevées par les djihadistes entre les mois de janvier et août 2019 (OCHA, 2020, p.12). Ainsi, la Commune Rurale de Bosso est la commune la plus touchée par cette crise sécuritaire. Les menaces continuaient à l'égard de ces populations. Ainsi, la situation se détériore et la peur s'installe (IRC, 2022, p.7). Pour atténuer cela, un état d'urgence a été instauré depuis 2015 dans la Région de Diffa et renouvelé plusieurs fois. Ce dernier a eu pour effet un renforcement de la présence militaire nigérienne et de la force spéciale multinationale, composée d'unités militaires du Bénin, du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, ayant pour mandat de mettre un terme au conflit engagé par Boko Haram. Par ailleurs, le conflit prolongé et les mesures adoptées au titre de l'état d'urgence ont limité les activités de subsistance, notamment la pêche, la vente de poisson, la production agricole, ainsi que l'achat de carburant et d'engrais essentiels à la production agricole. L'état d'urgence a également entraîné des restrictions à la liberté de mouvement des personnes des zones ayant été militarisées et déclarées inaccessibles aux civils (ONU, 2018, p.5). Dans ce contexte l'analyse de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles dans la Commune Rurale de Bosso paraît extrêmement nécessaire. Cette étude construite autour de l'hypothèse selon laquelle l'insécurité liée au Boko Haram rend les ressources naturelles inaccessibles par les populations vise à répondre aux questions suivantes : Quels sont les modes d'accès aux différentes ressources naturelles de la Commune de Bosso ? Quels sont les changements intervenus dans l'exploitation des ressources naturelles et pratique agro-sylvo-pastorale dans la Commune de Bosso ?

1. Matériels et Méthodes

1.1. Milieu d'étude

Située à l'extrême sud-est de la Région de Diffa et à plus de 1 450 km de la capitale du Niger (Niamey), la Commune Rurale de Bosso est entre 13°0'00'' de latitude Nord et 14°0'00'' de longitude Est (Figure 1). Elle couvre une superficie estimée à 744 km².

Figure 1 : Situation géographique et administrative de la Commune Rurale de Bossou



La lecture de la figure 1 montre que la Commune Rurale de Bossou est limitée au sud par la rivière Komadougou Yobé (frontière naturelle avec le Nigéria), à l'Est par le lac Tchad, au Nord par les communes de N'guigmi et Kablewa et à l'ouest par la commune de Gueskerou. Au plan administratif, la Commune de Bossou est l'une des communes du département de Bossou et est dirigée par un conseil municipal. La commune renferme au total 78 villages administratifs auxquels sont rattachés une multitude de hameaux et campements (RENALOC, 2012). Mais ces villages sont de nos jours groupés dans des sites suite à la crise sécuritaire en six zones de grappes à savoir les sites déplacés de Toumour, Kinthandi, Dagaya, Garin Wanzam et Gagame et Bossou.

Cette commune, à l'instar de la Région de Diffa, est caractérisée par un climat aride de type sahélo saharien (PDR Diffa, 2020, p.12). Sa pédologie, est caractérisée par des sols argileux et généralement humides recevant les eaux d'infiltration et de ruissellement. Ils sont situés dans les vallées et bas-fonds. Ensuite les sols argileux- limoneux sur les terres en pente bordant les rivages de la Komadougou Yobé. Ils sont très propices aux cultures de poivron et de contre-saison (A. Abdou et *al.*, 2004, p.53). Et enfin les sols sablonneux dominant les plaines et qui sont plutôt réservés aux pâturages en raison de leur pauvreté. Cependant ces sols sont dénudés d'où la naissance des glacis. D'autre

part le nord de la commune fait face à l'ensablement des champs d'où l'apparition de sols arables. Quant aux formations végétales, elles sont constituées de ressources ligneuses et d'un tapi herbacé. En termes des ressources en eau, cette commune dispose d'importantes ressources constituées par les eaux du lac Tchad (M. Abdou, 2014, p.7), de la Komadougou Yobé et de neuf (9) mares semi-permanentes, notamment à Kawaye N'Gourworine, Koussoulou Koura, Malari, Koussouwa Ba Ari Assamiyé, Djarkiméram, Malami, Bounari, Allassourou, Maya Aribarari dont la durée varie de trois (3) à six (6) mois. Mais depuis quelques années, les eaux du Lac Tchad accusent un retrait progressif qui n'est pas sans conséquences sur l'équilibre de l'écosystème et les conditions de vie des populations de la commune. Le tarissement précoce des mares, la réduction de la durée d'écoulement de la Komadougou et la situation sécuritaire compromettent considérablement les cultures irriguées en bordure de celle-ci et des mares qu'elle alimente (K. Hadiza, 2014, p.37) et (CRAT, 2018).

La zone agricole occupe pratiquement les 2/3 du territoire communal. On y rencontre 3 types de culture en fonction de la vocation structurelle de chaque sous-zone. Il s'agit des cultures irriguées, des cultures de décrues et des cultures pluviales. Pour les cultures irriguées, elles sont pratiquées autour de la Komadougou Yobé. Quant aux cultures de décrue, elles sont pratiquées dans le lit du lac Tchad, au fur et à mesure que les eaux se retirent (WPF, 2016). Dans cette partie du territoire communal, les sols sont riches et très propices à l'agriculture. Les terres sont en effet toujours iso-humiques et très chargées d'humus en raison de l'existence d'un important peuplement de *Prosopis* dans le lit du lac. En fin les cultures dunaires pratiquées en saison des pluies dans les champs dunaires (HEA Sahel, 2014, p.3), notamment dans les plaines et moyens plateaux. Cette culture est de plus en plus délaissée aux femmes. Les effets néfastes des changements climatiques ont sérieusement compromis la production agricole.

Quant à l'élevage, le cheptel est constitué de bovins, ovins, caprins, camelins, équins et des asins. La pratique de l'élevage est dominée par le mode extensif qui concerne les grands troupeaux monopolisés par les hommes. En second rang l'élevage semi intensif pratiqué essentiellement par les femmes aux alentours des villages et concernent surtout les petits ruminants. Ce type d'élevage est surtout un moyen d'épargne pour les villageois. La pêche est l'une des principales activités de la population riveraine du Lac Tchad notamment les Boudouma. Les riverains de la komadougou pratiquent aussi comme activité d'appoint (M. Abdou, 2014, p.12).

1.2 La mobilisation des données de l'étude

La démarche méthodologique utilisée pour réaliser cette étude a comporté trois phases qui ont été consacrées aux activités suivantes : la recherche documentaire, la collecte

de données secondaires et enfin, le traitement et l'analyse des données. Pour la recherche documentaire, il a été question de mobiliser des documents disponibles relatifs aux recherches ayant déjà été entreprises et capitalisées sur les questions relatives à l'insécurité et aux ressources naturelles. Les résultats de cette documentation ont servi d'une part à contextualiser le sujet et caractériser la zone d'étude. D'autre part elle a servi de base d'analyse et a contribué à compléter ou à nuancer les informations recueillies lors des différents entretiens avec les différents acteurs.

Pour la collecte des données socioéconomiques, l'étude a priorisé les approches qualitative (entretiens) et quantitative (questionnaire) basées sur un échantillonnage aléatoire suite au contexte d'insécurité. En effet, un échantillon de 120 ménages agricoles a été retenu et reparti proportionnellement au niveau des 5 villages d'étude. Il s'agit de Bosso, Baroua, Toumour sédentaire, Mamouri et Gamgara. Le choix de ces villages a été guidé par la fréquence des attaques qu'ils ont connu, leur poids démographique et leur accessibilité. Ces enquêtes ont été réalisées avec Kobocollect au moyen des tablettes. Pour ce qui est des enquêtes qualitatives, 13 entretiens avec des directeurs communaux des services techniques (notamment l'agriculture, élevage, environnement et commission foncière), le maire et les programmes du développement intervenant dans la zone d'étude et traitant de notre sujet ont été réalisés.

Le traitement a consisté à vérifier une dernière fois, la qualité des données collectées. Il s'agit de s'assurer que toutes les questions de l'évaluation ont été traitées et qu'il y a une cohérence dans les informations collectées. Cette vérification est suivie par l'importation des données dans la plateforme de Kobotoolbox pour analyser les résultats quantitatifs. Ensuite, ces données ont été transférées dans le tableur Excel pour la réalisation des tableaux et graphiques. Quant aux données qualitatives enregistrées après l'avis favorable des interviewés ont été transcrites à l'aide du logiciel F4.

2. Résultats

2.1. Pratique agricole dans un contexte d'insécurité

2.1.2. Mise en valeur des ressources foncières agricoles de la Commune de Bosso

La commune de Bosso dispose trois principales zones de cultures spécifiques à la production de certaines spéculations (poivron, maïs, riz, blé), qui font la renommée de la région de Diffa. Il s'agit de la Komadoukou pour les cultures irriguées, le lit du lac réservé pour les cultures de décrue et les plaines de la partie Nord pour les cultures pluviales. Les productions semblent être très intéressantes étant donné l'afflux de nombreuses populations dans le lit du lac, justement au moment du retrait des eaux

du lac. Les principales spéculations en sont le poivron, le riz, l'oseille, le gombo, le sorgho, le niébé, le blé, le maïs dont l'essentiel est destiné à la vente.

En effet, beaucoup de ménages de cette commune tirent l'essentiel des céréales pour leur alimentation et l'essentiel de leurs revenus monétaires du lit du lac. Mais de par les enquêtes quantitatives, 76,45% des enquêtés ont souligné l'insuffisance des terres de cultures pluviales dans leurs villages respectifs. Cependant les entretiens avec les autorités municipales ont ressorti une disponibilité de terres cultivables et une disponibilité de l'eau en permanence avec la rivière Komadougou pour le maraichage. Le tableau 1 présente les raisons d'insuffisance des terres de cultures dans la commune de Bosso.

Tableau 1: Raisons d'insuffisance des terres de cultures à Bosso

<i>Variables</i>	<i>Catégories</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
<i>Raisons d'insuffisance des terres de cultures</i>	Inaccessibilité aux terres	43,26
	Terres inondées	21,99
	Saturation des terres	17,02
	Terres dégradées	12,06
	Accaparement des terres	5,67

Source de données : Enquête terrain, 2023

Les résultats issus du tableau 1 montrent que l'insuffisance des terres de culture est due en grande partie (43,36%) par l'inaccessibilité aux zones de cultures suite à l'insécurité liée au Boko Haram. Ensuite l'inondation fréquente (surtout ces dernières années) et la saturation des terres suite à la forte croissance démographique (qui a conduit au morcellement des terres) constituent respectivement pour 22% et 17% des enquêtés des raisons qui ont généré l'insuffisance des terres. Selon d'autres enquêtés (12%), les terres de cultures sont fortement dégradées suite à la surexploitation, au manque de fertilisant et les aléas climatiques. Enfin 6% des enquêtés ont évoqué le facteur d'accaparement des terres pratiqué par les gros investisseurs notamment les commerçants et indirectement par l'Etat à travers l'installation des camps des forces de défenses et de sécurité. Ces problèmes ont affecté sérieusement l'accessibilité des terres aux producteurs dans cette zone.

Tableau 2 : Superficies exploitées par ménage dans la commune de Bosso

<i>Variables</i>	<i>Catégories</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
<i>Superficies exploitées par ménage</i>	Moins de 1ha	18,32
	1 à 2ha	41,50
	De 3 à 4ha	11,96
	Plus de 4ha	4,49
	Sans terre	23,74

Source de données : Enquête terrain, 2023

Ainsi, les 23,74% des paysans sans terre enquêtés comme indique le tableau 2 confirme la problématique foncière dans la zone de recherche. En plus de cela 41,50% des enquêtés ont entre 1 à 2ha et 18,32% ont moins de 1ha acquis sous plusieurs mode (Tableau 3).

Tableau 3: Modes d'accès à la terre dans la commune de Bosso

<i>Variables</i>	<i>Catégories</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
<i>Modes d'accès à la terre</i>	Prêt	40,51
	Location	12,13
	Don	11,99
	Héritage	9,23
	Métayage	7,30
	Mise en gage	2,34
	Achat	1,10

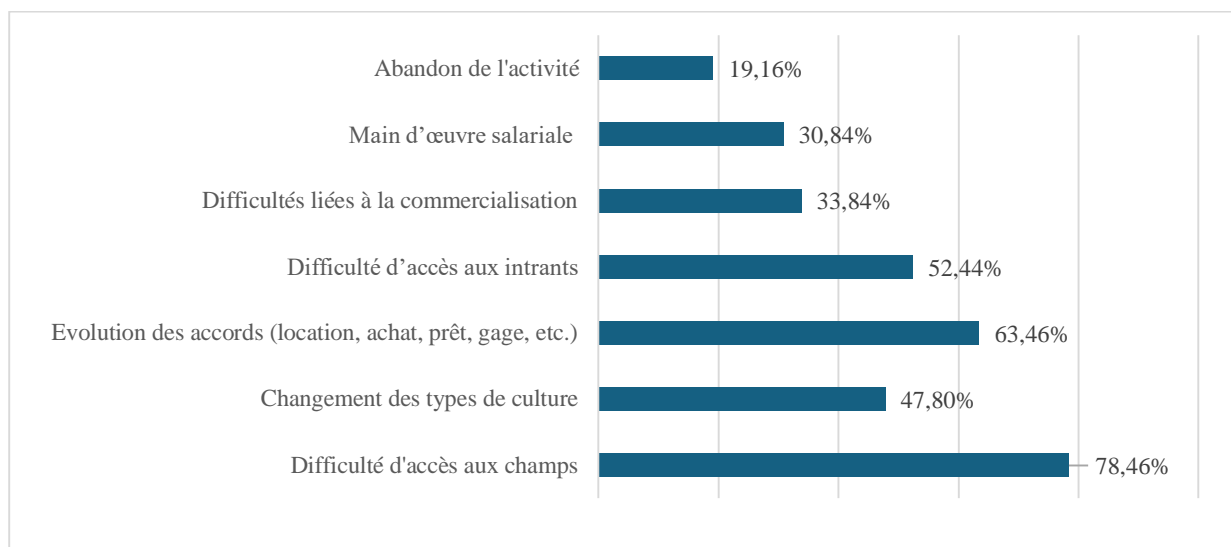
Source de données : Enquête terrain, 2023

Quant à l'accès à la terre, les résultats de recherche montrent que dans la commune de Bosso, le prêt constitue le principal mode d'accès à la terre. Ensuite, la location et le don avec respectivement 12,13% et 11,99% de l'échantillon. Ceci s'explique à travers l'abandon des champs par les populations suite au déplacement forcé de leurs villages d'origines lié à la crise sécuritaire surtout à partir des années 2015. En effet, il faut noter que la majorité des enquêtés (63,53%) sont devenus des PDI installés autour du chef-lieu de la commune de Bosso et à la périphérie de la ville de Diffa généralement dans les camps de réfugiés. En plus de ces modes d'accès, on note l'existence de l'héritage et le métayage auprès de 9,33% et 7,30% des populations enquêtées. Enfin la mise en gage et l'achat constituent les modes d'accès, les moins fréquents dans cette zone. Mais le prêt et le don sont plus utilisés chez les femmes. Quant aux hommes, la location, l'héritage, le métayage, l'achat sont les modes les plus pratiqués dans l'acquisition des terres de culture.

2.1.3. Impact de la crise sécuritaire sur la pratique agricole

Plusieurs changements sont intervenus dans les pratiques agricoles suite à la crise sécuritaire dans la zone de recherche (figure 1).

Figure 1: Changements intervenus dans les activités agricoles en raison de la crise sécuritaire



Source de données : Enquête terrain, 2023

L'analyse de la figure 1 montre que les difficultés d'accès aux champs et l'évolution des accords dans les modes d'accès à la terre avec respectivement 78,46% et 63,46% constituent les principaux changements intervenus dans la pratique agricole suite au conflit lié à Boko Haram dans la commune de Bosso. L'évolution des accords se traduit principalement par la cherté des parcelles, la location et la réduction des dons des terres de cultures. En outre, l'insécurité a rendu l'accès aux intrants agricoles difficiles tels que les semences améliorées, les fertilisants et le carburant pour le maraichage affirment 52,44% des enquêtés. Ensuite, 47,80% des enquêtés ont été obligés de changer leurs types de cultures. Ces derniers ont adopté des spéculations et des variétés ayant un cycle court. Dans la commune de Bosso, l'écoulement des produits est trop difficile dans ce contexte d'insécurité car l'exportation des produits agricoles en gros n'est plus possible selon 33,84%. Pour les différentes activités de production notamment le cerclage, les récoltes et le repiquage pour le maraichage, l'insécurité contraint certains producteurs (30,84%) à utiliser la main d'œuvre salariale afin d'achever les activités dans une courte durée. Par ailleurs 19,16% des enquêtés ont catégoriquement abandonné la pratique agricole au détriment du petit commerce, du tissage des nattes, de vanes et d'exode rural. Ces derniers sont majoritairement constitués des paysans sans terre.

2.2. Pratique pastorale dans un contexte d'insécurité

2.2.1 Ressources pastorales et leur exploitation par les populations

La Commune Rurale de Bosso dispose trois domaines pastoraux constitués du lit du lac Tchad avec ses 9 enclaves pastorales (PDC Bosso, 2019), de l'important peuplement de prosopis qui constitue un pâturage aérien disponible sur toute l'année et apprécié surtout par les dromadaires. Ensuite les plaines du nord de la commune qui sont

occupées par les champs de cultures pluviales et les aires de pâturage. Enfin le long de la Komadougou Yobé presque exclusivement réservé aux cultures irriguées, fourni d'importantes ressources fourragères grâce aux résidus de culture.

Ainsi, en plus de ces enclaves, cette commune dispose de 9 couloirs de passage non balisés, majoritairement occupés par les champs de culture irriguée et cinq (5) couloirs de passage balisés selon la commission foncière communale. Cependant la disparition de la majorité de ces couloirs entrave la fluidité des mouvements des troupeaux occasionnant ainsi des conflits sur le long de la Komadougou et le lit du lac Tchad. Ainsi, selon les résultats d'enquête, 86,17% des enquêtés ont confirmé la disponibilité du pâturage. En effet, l'accès au pâturage et aux ressources en eau de la komadougou et le lac Tchad est libre dans cette zone affirment 41,15% des enquêtés comme indiquent les résultats du tableau 2. Ensuite, 36,23% des enquêtés demandent une autorisation gratuite soit aux autorités coutumières, soit aux associations des éleveurs et aux services techniques de l'Etat pour accéder aux différentes ressources. Il s'agit des zones protégées et du fourrage aérien. Mais, 22,62% des enquêtés payent des taxes pour le fourrage et les eaux d'abreuvement à leur bétail. Ce fourrage concerne celui du lit du lac Tchad qui est contrôlé en grande partie par les terroristes. Quant aux ressources en eau, en plus de celles de ce lit du lac Tchad payées au près des hommes du Boko Haram, 22,62% des éleveurs ou agro-éleveur payent les eaux d'abreuvement au niveau des forages dans les villages. Dans la zone de recherche, il faut noter que 81% des enquêtés ont au moins une tête de bétail contre 19% qui n'en ont aucune (Tableau 4).

Tableau 4: Modes accès aux ressources pastorales dans la Commune de Bosso

<i>Variable</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
<i>Mode d'accès au ressource</i>	Accès libre	41,15
	Autorisation gratuite	36,23
	Autorisation payante	22,62

Source de données : Enquête terrain, 2023

Dans la commune de Bosso, les caprins et les ovins sont les plus dominants selon les résultats de recherche comme présente le tableau 5,34,5% et 27,40% des enquêtés ont respectivement au moins un caprin et un ovin dans zone. Ainsi, ces derniers sont plus élevés par des femmes du fait de la facilité de leur prise en charge comparés aux bovins et aux asins qui sont généralement élevés par les hommes pour des raisons des travaux champêtres et/ou de transport affirment respectivement 18,39% et 0,84% des enquêtés.

Tableau 5: Typologie du bétail dans la commune de Bosso

<i>Variable</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
<i>Type des bétails disposés par les ménages</i>	Caprins	34,50
	Bovins	18,39
	Ovins	27,40
	Asins	0,84
	Aucune tête	18,87

Source de données : Enquête terrain, 2023

Les résultats présentés dans le tableau 6 illustrent que ces bétails sont acquis sous plusieurs modes dans la commune de Bosso.

Tableau 6: Mode d'acquisition du bétail dans la commune de Bosso

<i>Variable</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
<i>Modes d'acquisition du bétail</i>	Héritage	13,69
	Achat	55,26
	Don	10,68
	Habnayé	9,68
	Nanganayé	10,68

Source de données : Enquête terrain, 2023

Quant aux modes d'acquisition de ces bétails, 55,26% de ces derniers sont achetés par les enquêtés. Seulement 13,69% et 10,68% ont été respectivement acquis à travers l'héritage et le don par les membres des familles et d'autres connaissances. Enfin 10,68% et 9,68% des enquêtés ont acquis leurs bétails à travers le *nanganayé* et le *habnayé*. Ces deux modes d'acquisitions constituent une tradition chez les nomades plus particulièrement les peulhs. « En effet, le *nanganayé* est le fait qu'un membre de la communauté désire avoir une vache dans une famille donnée, en vue de tisser avec elle des relations solides, où quand celui-ci se trouve en droit d'y réclamer. C'est un droit purement social, une sorte d'obligation sociale ou de convenance, pour redynamiser des liens en difficulté. Quant au *habanayé*, il se pratique à travers le prêt d'un animal femelle, bovin ou ovin (mais ça commence le plus souvent avec les caprins), revêt une importance particulière et a plusieurs fonctions. Il serait difficile de concevoir le troupeau d'un Peul, quelle que soit sa taille, sans *habbanae* (A. Salé, 2012) ». C'est pratiquement leur nombre dans le troupeau qui témoigne de l'assise sociale de la personne. Mais ces dernières années, ces deux modes d'acquisition sont aussi en train d'être pratiqués par les kanouri, les haoussas et les boudoumas dans la commune de Bosso. Quant à l'abreuvement des bétails plusieurs sources d'eau sont utilisées par les enquêtés selon les résultats présentés dans le tableau 7.

Tableau 7: Source d'abreuvement des animaux dans la commune de Bosso

Variable	Catégorie	Pourcentage (%)
Source d'abreuvement	Puits villageois	11,55
	Puits pastoral	3,56
	Forage	37,47
	Eau de surface	47,42

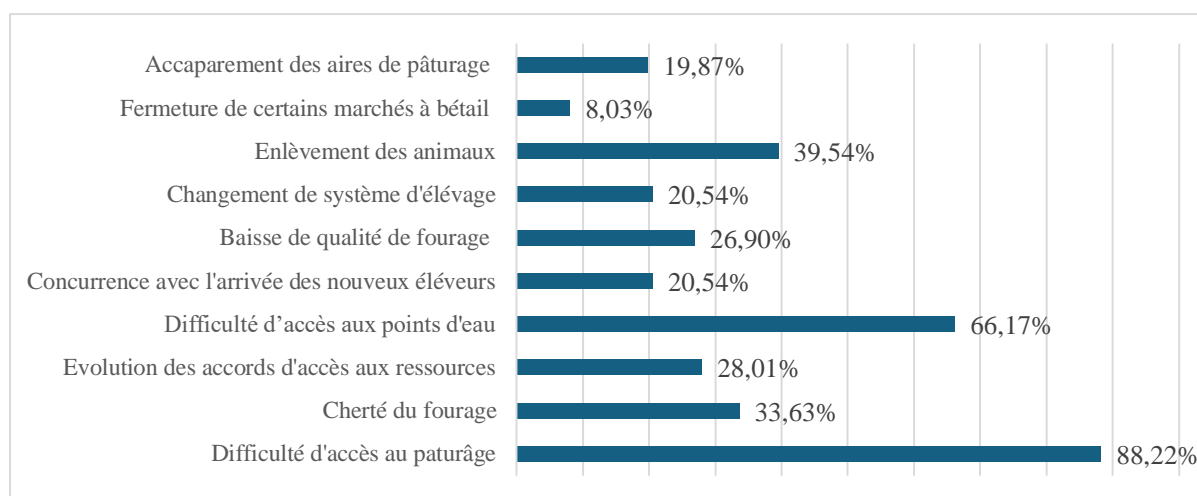
Source de données : Enquête terrain, 2023

Selon le tableau 7, 47% des enquêtés utilisent les eaux de surface principalement celles de la Komadougou pour abreuver leurs animaux. Ensuite les forages (37%) construits dans les villages constituent également une source d'abreuvement des animaux. En effet, les animaux les plus abreuvés aux forages sont les caprins et les ovins destinés à l'élevage domestique. Ensuite 12% utilisent les puits villages et 4% les puits pastoraux.

2.2.2 Changements intervenus dans la pratique pastorale suite à la crise sécuritaire

Les résultats de recherche ont ressorti plusieurs difficultés intervenues dans la pratique pastorale suite à la crise sécuritaire dans la Commune de Bosso (Figure 2).

Figure 2: Changements intervenus dans l'accès au pâturage suite à la crise sécuritaire à Bosso



Source de données : Enquête terrain, 2023

L'examen de la figure 2 révèle que 88,22% et 66,17% des enquêtés rencontrent respectivement des difficultés d'accès au pâturage et aux eaux d'abreuvement malgré sa disponibilité. Les ressources les plus difficiles à accéder sont celles trouvant dans le lit du lac Tchad, une zone de convoitise des groupes armés non étatiques (GANEs). Ensuite, depuis l'avènement du conflit lié au Boko Haram, l'enlèvement des bétails constitue un défi majeur au développement de l'élevage dans la commune de Bosso selon 39,54% de l'échantillon. Ce qui concourt au changement du système d'élevage dans cette zone affirment 27,54% des enquêtés. Ce changement se traduit par la réduction de la pratique d'élevage du système extensif à l'intensif. En plus de cela,

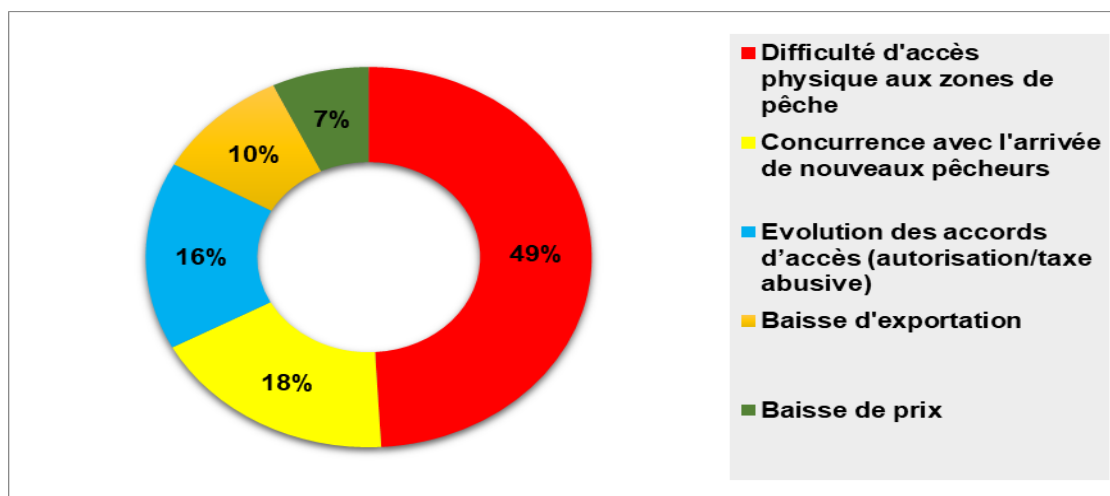
33,63%, 28,01% des répondants ont noté respectivement la cherté du fourrage (notamment le son du blé dont son importation en gros est limitée) et l'évolution des accords dans l'accessibilité aux ressources pastorales suite au conflit lié au Boko Haram. Cette évolution des accords se traduit par des taxes abusives et des impôts dans généralement le lit du lac Tchad et au bord de la Komadougou pour l'exploitation des ressources telles que l'eau d'abreuvement et le pâturage. Ces derniers sont imposés par les hommes du Boko Haram et se payent généralement à travers des bovins. En outre le conflit armé a impacté négativement la qualité du fourrage dans la zone d'étude à travers généralement le piétinement des fourrages par la logistique des FDS et des terroristes selon 26,90% de l'échantillon.

Une proportion de 20,54% des enquêtés souligne la concurrence avec l'arrivée des nouveaux éleveurs venus du Nigéria qui sont installés dans la zone. En fin certains enquêtés (19,87% et 8,03%) ont noté respectivement non seulement l'accaparement des aires de pâturage par les acteurs de Boko Haram mais aussi la fermeture de certains marchés à bétail dans la Commune de Bosso pour peur d'arrachement des bétails par ces acteurs. Ceci a limité la commercialisation des bétails mais aussi a chuté le prix des animaux dans cette zone.

2.3 Exploitation des potentialités et changements intervenus dans la pêche à Bosso

Dans la Commune Rurale de Bosso, deux zones de pêche ont été citées par les enquêtés à savoir le lac Tchad et la Komadougou Yobé. Les espèces trouvées sont principalement constituées de *Clarias lazera*, *Oreochromus niloticus*, *Herotis niloticus* et de *Lates niloticus*. Les produits pêchés sont en grande partie exportés vers le Nigéria où les prix sont plus rémunérateurs. Malgré l'importance notoire de la pêche dans la vie socio-économique de plusieurs familles, la pisciculture n'est pas du tout pratiquée dans la Commune Rurale de Bosso. Ainsi, selon les résultats d'enquête, 42% des enquêtés ont souligné que l'accès aux zones de pêches est libre et 58% ont évoqué l'accès à ces zones est autorisée. L'autorisation peut être gratuite par les autorités coutumières. Mais aussi elle est souvent payante par le service de l'environnement et les groupes armés non étatiques. Cette commune regorge d'énormes ressources halieutiques. Les populations maîtrisent les techniques de pêche et de conservation du poisson. En effet, il existe une forte demande de poisson et un service d'encadrement selon les entretiens. Malgré cela, la crise sécuritaire a impacté l'exploitation rationnelles de ces ressources. La figure 3 présente les changements intervenus dans le domaine de la pêche suite à la crise sécuritaire.

Figure 3 : Changements intervenus dans la pratique de la pêche à la suite de la crise sécuritaire



Source de données : Enquête terrain, 2023

L'analyse de la figure 3 ressort que les impacts de l'insécurité se présentent par des difficultés d'accès aux zones de pêche (49%), de la concurrence avec l'arrivée de nouveaux pêcheurs (18%) et de l'évolution des accords d'accès (autorisation/taxe abusive) selon 16% des enquêtés. Ensuite, la crise sécuritaire a limité l'exportation et a rabaisé le prix affirment respectivement 7% des enquêtés. Selon les entretiens, avec l'insécurité la pêche ne se fait qu'après tous les 3 jours et les pêcheurs munis de leurs cartes d'identités sont accompagnés par les FDS à Baroua, un des villages d'étude.

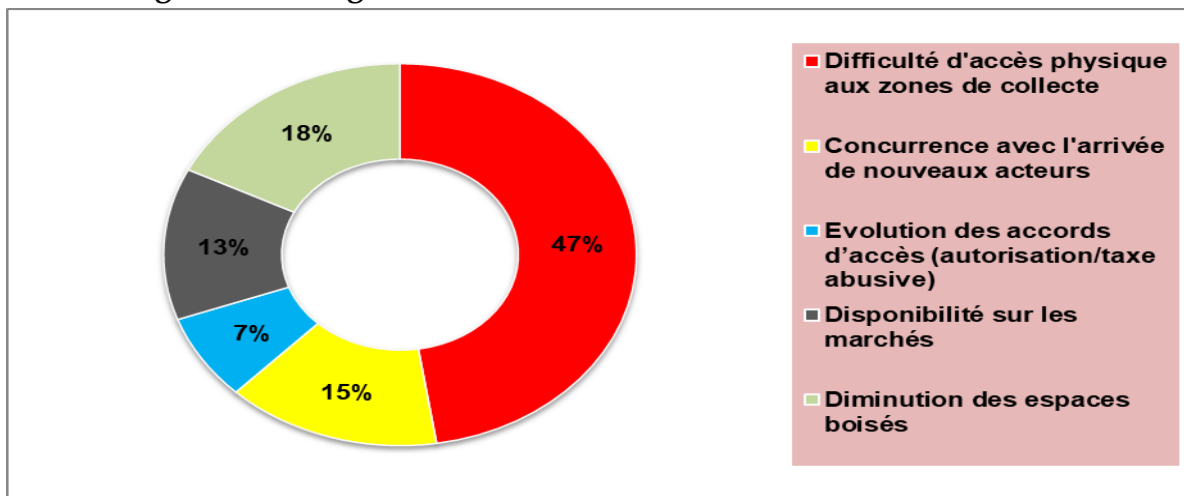
2.4 Ressources ligneuses et leur exploitation dans un contexte d'insécurité

Pour les ressources ligneuses, la commune de Bosso dispose de deux (2) types de peuplements (PDC Bosso, 2018-2023) : un peuplement naturel et un peuplement artificiel. Le peuplement naturel est dominé par le *Prosopis chilensis* (kangar), notamment dans le lit du lac Tchad où cette espèce constitue une véritable forêt dense. S'agissant du peuplement artificiel, il est le résultat de plusieurs plantations réalisées chaque année par le Service de l'Environnement et la population. Les espèces dominantes sont constituées à plus de 60% de *Prosopis* et de quelques plantations de *Balanites* et d'*Azadirachta indica*. Concernant le tapi herbacé, il est principalement composé du *Cenchrus biflorus* (nguibi, karangia) et d'*Eragrostis tremula* (tadjik, komayya) utilisés pour l'alimentation du bétail. En plus de cela, cette commune dispose d'une importante forêt dominée par le *prosopis africana* dans le lac. Sa superficie totale est d'environ 140 hectares, à cheval entre la commune de Bosso et celle de N'Guigmi. Les espèces forestières qu'on y rencontre sont utilisées par les populations de la zone à des fins de bois de chauffe, de bois d'œuvre et de service ainsi que de la pharmacopée traditionnelle. Elles sont exploitées également comme pâturages aériens par les troupeaux. Au total, une importante activité économique de coupe et de vente de bois

est organisée dans le lit du lac Tchad par 53,12% ménages qui en tirent les ressources nécessaires à leur existence. Le bois ainsi prélevé est vendu à Bosso à N'Guigmi, Diffa et même Zinder.

Ainsi, selon les enquêtes quantitatives, 53,62% des ménages enquêtés procurent le bois de chauffe et de service dans la forêt. Ensuite, 32,38% achètent leur bois sur les marchés hebdomadaires ou à l'intérieur des villages avec les bucherons. Selon les enquêtés 14% ramassent le bois dans les champs. Cependant, la crise sécuritaire a apporté des changements dans l'activité de collecte de bois dans la commune de Bosso. Ces changements sont résumés dans la figure 4 en fonction de leur proportion.

Figure 4 : Changements intervenus dans la collecte du bois à Bosso



Source de données : Enquête terrain, 2023

A l'instar des autres ressources naturelles, l'accès aux zones de collecte du bois est limité principalement par l'insécurité selon 47% des enquêtés. Ensuite, 18% des populations enquêtées ont expliqué que la diminution des espaces boisés aux alentours des villages les contraint à parcourir souvent une longue distance avant de se procurer du bois. En plus de cela, l'insécurité a augmenté une concurrence dans la collecte du bois avec l'arrivée des nouveaux acteurs surtout les réfugiés venus du Nigéria affirment 15% de l'échantillon de Bosso. Pour ces derniers la collecte du bois constitue leurs activités principales génératrices de revenus. Selon 13% des enquêtés les difficultés d'accès aux ressources ligneuses ont entraîné sa rareté et la flambée du prix sur les marchés ainsi que l'évolution des accords (7%) traduite par l'augmentation des taxes.

En outre, sous l'effet des changements climatiques, plusieurs espèces de ligneux ou d'herbacées sont en voie de disparition selon les entretiens. Les artisans témoignent que la plupart des arbres servant de bois de services se raréfient. D'où un coût dur à leur activité. Ceux qui pratiquent encore le métier d'artisans partent très loin (souvent

dans d'autre commune) pour prélever les ressources. D'où la naissance des conflits autour de ces ressources naturelles.

3. Discussion

A l'instar des autres zones du bassin du lac Tchad, la Commune Rurale de Bosso est confrontée depuis 2014 au problème d'insécurité suite aux attaques répétitives des bandits armés de Boko Haram. Ce qui n'est pas sans conséquence sur l'exploitation des ressources naturelles et le développement des activités économiques. Plusieurs changements sont en train d'être observés dans l'accès aux ressources et dans la pratique de ces activités. Ces résultats confirment les travaux de FAO (2016, p.13) et S. Pabamé et *al.*, (2017, p.22) selon lesquels, il apparaît que le conflit lié à Boko Haram aurait des conséquences dramatiques sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Pour les activités agricoles, les modes d'accès à l'actif de production par ordre d'importance dans la commune de Bosso sont constitués du prêt, de la location, de l'héritage, du métayage, du gage et de l'achat. Quant à O. Moussa Hamidou (2022, p.52) a trouvé dans la ville de Diffa que les modes d'accès sont seulement constitués de l'héritage, de la location, de l'achat et du prêt qui tendent à disparaître. En effet, il faut noter que malgré l'insuffisance des terres de cultures, plusieurs difficultés liées à l'insécurité contraignent la pratique agricole. Il s'agit principalement des difficultés d'accès aux zones de production, aux intrants, l'évolution des accords dans l'accessibilité aux terres, le changement de types de cultures, les difficultés d'écoulement des produits, l'utilisation de la main d'œuvre salariale et l'abandon de cette activité. Ces résultats complètent les études de CRA, (2015, p.12), FAO, (2017, p.23) FEWS NET, (2018, p.8) et O. Moussa Hamidou (2022, p.12) qui ont constaté d'importantes pertes des moyens de production, l'inaccessibilité des sites de production et la destruction des circuits de commercialisation pour la fourniture d'intrants suite au conflit lié Boko Haram.

Quant aux zones de pâturage, d'abreuvement des animaux, de pêche et de collecte du bois, trois modes d'accès similaires sont relevés dans la Commune de Bosso à savoir : l'accès libre, par autorisation gratuite et par autorisation payante à travers des taxes auprès des services de l'Etat et des GANes dans le lit du lac Tchad. Mais pour ce qui est des changements intervenus, on note dans le secteur pastoral, des difficultés d'accès aux pâturage et points d'eau, l'enlèvement des animaux, la cherté du fourrage, l'évolution des accords dans l'accessibilité aux ressources, le changement de système d'élevage, la concurrence d'accès aux ressources avec les nouveaux acteurs nouvellement venus et l'accaparement des aires du pâturage par les GANes. Faces à ces désastres, S. Pabamé et *al.*, (2017, p.11) a trouvé que les éleveurs sont en première ligne et l'activité pastorale est plus menacée par le groupe islamiste Boko Haram. Les conditions de vie de ces pasteurs sont extrêmes : la nourriture manque, les maladies sont présentes, pas de points d'eaux, manque de pâturages, rapports sociaux tendus,

déplacements forcés, pertes d'animaux, etc. Cela constitue une perte colossale pour les éleveurs et partant pour le pays.

Ainsi, dans le secteur de pêche, ces changements se résument aux difficultés d'accès aux zones de pêche, la concurrence de pratique de cette activité avec les nouveaux acteurs nouvellement venus, l'évolution des accords à travers l'augmentation des taxes pour l'accès aux ressources et la baisse des prix des produits pêchés. Ces résultats confirment ceux de K. Hadiza (2020, p164) qui ont montré que l'insécurité actuelle liée à la crise sécuritaire Boko Haram a réorganisé les territoires de pêche et la filière poisson. La dynamique actuelle de la pêche et de la filière poisson dans la Région de Diffa résulte de cette histoire récente.

Pour la collecte des bois on note l'apparition des difficultés d'accès aux zones des collectes (la forêt et les champs), la diminution des espaces boisés, l'évolution des accords à travers aussi l'augmentation des taxes pour le prélèvement du bois et la rupture du bois sur le marché. Ces résultats complètent les travaux cités précédemment qui ont pratiquement mis l'accent sur l'impact du secte Boko Haram sur l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Conclusion

La Commune Rurale de Bosso renferme d'énormes potentialités agro-sylvo-pastorales dont leur exploitation rationnelle constituerait un facteur de développement de la zone. Mais à l'instar des autres zones du bassin du lac Tchad, cette commune est confrontée depuis les années 2014 au problème d'insécurité du fait des attaques répétitives de Boko Haram. Ce qui n'est pas sans conséquence sur l'exploitation des ressources naturelles et les pratiques agro-sylvo-pastorales. Ainsi suite à l'insécurité qui a forcé le déplacement des populations, le prêt, la location, l'héritage, le métayage, sont par ordre d'importance les modes d'accès à la terre les plus dominant dans cette commune. Le gage et le don tendent à disparaître. Quant aux ressources pastorales, les zones de pêches et de la collecte du bois, certains paysans accèdent librement à ces dernières. Mais la majeure partie des populations demandent une autorisation gratuite et souvent payante à travers des taxes auprès des services de l'Etat et/ou au GANES dans le lit du lac Tchad. Quant aux pratiques agro-sylvo-pastorales, plusieurs changements ont été générés par le conflit lié au Boko Haram. Ainsi, en plus des difficultés d'accès aux zones de cultures, pâturage, pêche et collecte de bois, on peut noter dans le domaine agricole, l'évolution des accords dans les modes d'accès à la terre, les difficultés d'écoulement des produits et l'abandon de l'activité. Pour l'élevage on note l'enlèvement des animaux, la cherté du fourrage, le changement du système d'élevage, la baisse de la qualité du fourrage, la baisse des prix des animaux et l'accapement des aires de pâturage. Pour la pêche, les autres changements sont constitués de la concurrence avec l'arrivée de nouveaux pêcheurs venus du Nigéria,

d'évolution des accords d'accès et la baisse du prix. En fin pour le bois, il s'agit de la diminution des espaces boisés, la concurrence dans la collecte du bois avec l'arrivée des nouveaux acteurs et la flambé du prix. En perspective, il est important d'identifier et analyser les stratégies adoptées par les différents acteurs concernés afin de renforcer la résilience des communautés.

Bibliographie

ABDOU Amadou et BARKIRE Abdoulaye, DIOP Amadou et YOUNOUSSA Seybou (2004). Etude sur l'approfondissement du diagnostic et l'analyse des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement rural. Région de Diffa, pp 51-59.

ABDOU Mahaman, 2014, *Rapport de référence des pêcheries de la partie nigérienne de la cuvette nord du lac du Tchad*, Commission du Bassin du Lac Tchad, Diffa, 29 p.

ALI Salé, 2012, *Les pratiques pastorales dans la Région de Maradi (Dakoro - GuidanRoumdji) : entre conservatisme et stratégies d'adaptation*, Thèse de doctorat géographie, université Abdou Moumouni, Niamey, Niger, 342 p.

Conseil Régional de Diffa, 2015, *Plan de développement régional de Diffa (2016- 2020)*, Version Finale, Diffa-Niger, 272 p.

EMANUEL Chauvin, OLIVIER Lnglois, CHRISTIAN Seignobos et CATHERINE Baroin et al., 2020, *Les insécurités dans le bassin du lac Tchad. Sociétés, violences et conflits*. XVIIe colloque Méga-Tchad, Nice, 14-16 juin 2017, Editions IRD.

FAO 2017, *Atténuer l'impact de la crise et renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des communautés touchées par le conflit*, Rome, 6 p.

FEWS NET 2018, *Sécurité alimentaire situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) en zone pastorale*, 7 p.

GERAUD Magrin et al., 2018, *Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, AFD, 292 p.

HEA Sahel 2014, *Profil de référence de l'économie des ménages ruraux de la zone de Cultures de poivron de la Komadougou à Diffa/Niger 1*. Rapport d'étude. USAID, 21 p.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP. (2017). *Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire Rapport Afrique N°246*, 23p.

IRC., 2022, *Rapport d'Évaluation Multisectorielle N° 21/SEPTEMBRE/2022/RRM/IRC*. Site de Djori Koulo (Nouveaux déplacés de Kablewa) - Commune urbaine de Diffa. 14 p.

KIARI FOUGOU Hadiza 2014, *Impacts des variations du niveau du lac Tchad sur les activités socio-économiques des pêcheurs de la partie nigérienne*. Thèse de doctorat, l'université Abdou Moumouni de Niamey, 255 p.

KIARI FOUGOU Hadiza 2020. Boko Haram, migrants et conséquences économiques dans l'est du Niger. In *conflit et violence dans le bassin du lac Tchad / sous la direction de EMMANUL C al ; Marseille, IRD, pp161-172.*

MAC Eachern, 2018. *Searching for Boko Haram: A History of Violence in Central Africa*. New York : OUP USA. 248 p.

OCHA, 2014, *Evaluation rapide de la situation des populations déplacées et hôtes de la région de diffa suite aux évènements du 06 février*. Rapport d'évaluation conjointe. 46 p.

ONU Femme, 2017, *Projet "Action Humanitaire Sensible au Genre et Aide aux Femmes et Filles touchées par le Terrorisme de Boko Haram à Diffa - Niger"*. Rapport d'évaluation finale, 68 p.

PDC 2019. *Plan du Développement Communal de Bosso (2019-2023)*, 128 p.

République du Niger, Région de Diffa, Chambre Régionale Agriculture (CRA), 2016, *Le poivron rouge de Diffa éléments techniques et économiques pour la culture*, 1p.

République du Niger, INS-Niger 2012, Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H), RENALOC, Niger, 782 p.

République du Niger, Région de Diffa, CRAT. (2018). *Commission Régionale d'Aménagement du Territoire*, pp 98-117.

RESILAC, 2020, *Etude régionale de recherche : Impacts de la crise sécuritaire sur les situations foncières contrastées dans la région du Lac Tchad*, Rapport d'étude, 190 p.

SOUGNABE Pabamé et AHMAT MOUSSA Hassan., 2017, *Impacts de la secte Boko Haram sur les éleveurs dans la région du lac Tchad*. Plateforme KAWTAL. Tchad. 52 p.

UE, 2015. *Annexe IV à l'Accord Instituant le Fonds Fiduciaire 'European Union Emergency Trust Fund for stability and addressing root causes of irregular migration and displaced persons in Africa', et ses règles internes*, Document d'action du Fonds fiduciaire de l'UE. 26 p.

WPF, 2016, *Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence complexe dans la région de Diffa*, Rapport d'étude, Niger, 57p.